

**Mesures de guerre (Loi):**

1. Copie d'une lettre du premier ministre de la province du Québec demandant des pouvoirs d'urgence, 27-28. Document parlementaire no 283-5/164 (*Imprimée en appendice au hansard de ce jour*).
2. Lettre du président du comité exécutif et du maire de Montréal demandant l'assistance des gouvernements supérieurs, 28. Document parlementaire no 183-5/164A (*Imprimée en appendice au hansard de ce jour*).
3. Lettre du directeur de la Police de Montréal adressée au maire et au président du comité exécutif, demandant l'assistance des gouvernements supérieurs, 28. Document parlementaire no 283-5/164B (*Imprimée en appendice au hansard de ce jour*).
4. Copie d'un communiqué du 21 octobre 1970 au sujet des personnes détenues en vertu de la Loi, 47. Document parlementaire no 283-5/164C. (*Imprimé en appendice au hansard du 22 octobre 1970*).
5. Proclamation en date du 16 octobre 1970, concernant l'état d'insurrection appréhendée, 27. Document parlementaire no 283-7/5.
6. Décret du Conseil, 16 octobre 1970 décrétant l'émission d'une proclamation au sujet de l'état d'insurrection appréhendée, 27. Document parlementaire no 283-7/5A.
7. Décret en date du 16 octobre 1970, concernant le règlement prévoyant des pouvoirs d'urgence pour le maintien de l'ordre public, 27. Document parlementaire no 283-7/5B.
8. Motion (M. Trudeau): Invocation des pouvoirs de la Loi sur les mesures de guerre pour parer à l'état d'insurrection appréhendée dans la Province de Québec, présentation et interruption du débat, 27. Reprise du débat et interruption, 28. Reprise du débat et amendement (M. Baldwin): Présentation de propositions législatives, présentation et amendement déclaré irrecevable, 28. Reprise du débat et interruption, 28. Reprise du débat et amendement (M. Coates): Révocation le 30 octobre 1970 plutôt que le 30 avril 1971, présentation et scrutin nominal différé, 31. Reprise du débat et retrait de l'amendement du consentement unanime, 34. Adoption de la motion sur vote inscrit, 34-35.

**Météorologie:**

Situation des stations, fonctionnement et rôle des satellites: M. Robinson—Dépôt immédiat de la réponse, 942. Document parlementaire no 283-2/1931.

**Mic Mac Oils (1963) Ltd.:**

Réception d'une pétition (en retard) visant à la constitution en corporation sous le régime de la Loi sur les corporations canadiennes, 465. Rapport du greffier des pétitions, 468. Bill S-16, M. Sulatycky. Reçu du Sénat, 484. 1re lecture, 484. Renvoi au comité des bills privés en général et du Règlement, 497. Rapport du comité recommandant la réception de la pétition (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 54 aux *Journaux*), 509. Adoption du rapport, 515. Rapport de l'Examineur des pétitions, 517. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 802. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au comité des transports et des communications, 986. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 110 aux *Journaux*), 996.

**Mines d'or, aide à l'exploitation (Loi d'urgence):**

1. Rapport pour 1969-1970, 26. Document parlementaire no 283-1/131.
2. Rapport pour 1970-1971, 886-887. Document parlementaire no 283-1/131A.

**Mines d'or, Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation, modification:**

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-4, ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources. 1re lecture, 34. Motion tendant à la deuxième lecture, présentation, débat et ajournement du débat, du consentement unanime, 53. Reprise et interruption du débat, 73. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au comité des ressources nationales et des travaux publics, 76. Rapport avec amendements (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 13 aux *Journaux*), 215. Adoption à l'étape du rapport et 3e lecture après débat, 243. Adoption par le Sénat, 304. Sanction royale, 324. 19-20-21 Elisabeth II, chapitre 12, S.C. 1970-1972.

**Mines, industries:**

1. Requérants, lieux d'exploitation et montant des demandes approuvées aux termes du Programme d'aide à l'exploitation minière dans le Nord: M. Robinson—Dépôt immédiat de la réponse, 917. Document parlementaire no 283-2/1935.